

«Société civile» et simulacre de la citoyenneté

La belle affaire que ces assises de la «société civile» dont l'ordonnateur des débats (le Cnes) voulait justifier leur nécessité par le désir d'explorer cette «Terra incognita» longtemps méprisée et qui a simplement pour nom : la citoyenneté. Monsieur Babès, dont nul n'ignore sa proximité avec le régime, ne pourrait trouver meilleure formule que celle-ci afin d'encenser un peu plus la stratégie oblique en action en participant à cette pseudo-consultation que l'on traîne en longueur alors que le diagnostic est depuis longtemps établi.

Ah ! la bonne action de cette vertueuse république se penchant, enfin, au chevet d'une citoyenneté inachevée. Un exercice de scoutisme politique qui s'empare de l'éthique fondamentale de l'Etat de droit pour en faire un subterfuge en vue de mettre sous le boisseau les libertés.

Rarement un vocable n'a paru, à l'usage, autant chargé de duplicité politicienne que celui-ci ! Aussi bien les chapelles idéologiques que les groupes d'intérêts, tous s'y réfèrent à travers leurs professions de foi sans jamais vouloir en faire concrètement sa promotion.

Dérisoire citoyenneté dans une république «manquée», elle est la pire des conditions. Moins enviable que le statut de sujet d'un monarque, elle est déclinée seulement par quelques puissants qui régissent à leur guise l'espace des libertés et modulent selon leurs intérêts les droits fondamentaux. En somme, elle n'est qu'une illusion permanente d'un exercice virtuel des droits civiques alors que le sort de l'administré est à lui seul un motif concret d'inquiétude. En clair, que recouvre le paradigme «civil» sans les droits civiques ?

Dans le régime républicain où les relations pouvoir politique/citoyenneté sont adossées au droit, il n'y a pas de place pour une autre manière de dialoguer. Votre citoyenneté étant inscrite comme un viatique, tout pouvoir est tenu par conséquent d'obtempérer aux desiderata de cette base sociale.

C'est précisément sur ce malentendu, sciemment entretenu par les gardiens des tables de la loi, que se joue de nos jours cette comédie. Alors que le champ réel de cette citoyenneté n'a cessé d'être battu en brèche, l'on feint de libé-

rer la parole alors qu'il fallait d'abord lever l'arsenal des oukases qui empêchait celle-ci de s'organiser en toute autonomie.

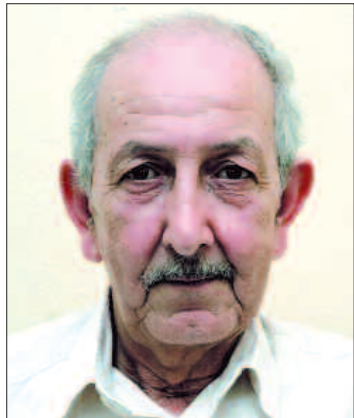
Or, l'on sait que pour mieux s'épanouir, le droit de réunion doit impérativement se démarquer des réseaux institutionnels. Et pour cause, il est antinomique de prétendre au statut de contre-pouvoir et en même temps solliciter son agrément. Tout pouvoir étant par nature liberticide, quelle que soit son émanation, l'exercice de la citoyenneté n'est effectif que s'il parvient à devenir son antidote.

Mais comme en Algérie rien n'est simple et qu'il est surtout indexé aux calculs du pouvoir, c'est toujours ce dernier qui récupère les initiatives et les retraduit selon ses objectifs. Ainsi, le temps d'une «assise», cette citoyenneté requalifiée, pour les besoins du contexte, de moteur du changement n'est pas en soi un mauvais thème et semble même constituer une démarche novatrice sauf qu'elle n'a été décidée et médiatisée que pour servir d'autres desseins. Ce séminaire réunissant quelques juristes et économistes face à un vaste aréopage d'individus aux profils vagues n'est pas

innocent politiquement. Il prépare en filigrane un nouveau cadre pour le régime qui ne souhaite rien d'autre que réformer dans la continuité de sa prééminence. C'est donc sur la demande du chef de l'Etat appelant à forger un nouvel «instrument du dialogue» que le Cnes de Babès organisa cette messe.

En visant, à terme, à opposer des réseaux associatifs sous son contrôle aux courants politiques traditionnels, l'actuel pouvoir travail à un réaménagement sur mesure du cadre légal des libertés publiques. Projetant d'établir de nouveaux rapports avec la société à l'abri des acteurs politiques, il s'attelle à la densification de l'espace civique (génériquement appelé «société civile») avec pour seule finalité l'affaiblissement d'abord, puis la disqualification du discours politique.

Nouvelle pierre angulaire d'une refondation au rabais, le mouvement associatif que lui-même structurera lui servira à faire pièce aux interlocuteurs politiques traditionnels. L'on peut donc imaginer ce que sera le paysage futur et les nouveaux leviers du régime. Une combinaison de corporatisme et de



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

milices sociales va servir de mamelles à un nouveau populisme.

Porteuses de la «parole démocratique renouvelée», les associations futures feront de la médiation sur demande. Alors, insidieusement, se baissera le rideau sur le chant des partis politiques et s'élèveront en même temps les trompettes d'une autre comédie citoyenne.

Et c'est à cela qu'aura servi le séminaire du Cnes, celui de jeter les bases d'une nouvelle «société civile» en mission commandée pour le pouvoir. Le sommet du paradoxe, certainement.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Arrêtez de vouloir tourner la page à ma place !

Ayman Al-Zawahiri prend la place de Ben Laden à la tête d'Al Qaïda. Une succession saluée comme il se doit par les...

... poissons qui le trouvent plus dodu que son prédécesseur !

Je ne suis pas franchement parano. Je ne suis pas non plus en état d'alerte maximum, niché dans l'ombre à guetter en permanence le moindre indice de la présence d'un lobby sioniste derrière chaque institution française. Je dois bien avouer que j'ai tout de même d'autres choses un peu moins avilissantes à faire de mes journées. Mais bon, là, ça commence à faire un peu trop bezef ! Ras la casquette ! J'ai entendu comme vous tous Juppé, ministre français des Affaires étrangères, déclarer ici, en Algérie, à propos du passé colonial français et des demandes de repentance exprimées par des Algériens «arrêtons de ressasser le passé !» Et c'est là que moi, je pète un câble, tout en expliquant mon intro sur les sionistes. Je ne comprends pas pourquoi, en vertu de quel sacro-saint principe, la moindre tombe juive profanée en France soulève des tempêtes terribles, le plus petit des écarts de langage heurtant la communauté israélienne provoque un tsunami, et le plus petit recoin de la plus insignifiante rue française est dédié sans aucun problème à une stèle commémorant la Shoah et l'extermination du peuple juif, sans que cela ne posât problème à la France officielle, bien au contraire, avec son assentiment zélé, alors que dans le même temps, à la simple évocation timide de la part des miens, ici, en Algérie, des gazages de populations entières, des enfumages d'êtres humains murés vivants dans des grottes, des

exécutions sommaires à la sortie d'une tente ou au détour d'une manifestation villageoise, on nous brandit tout de suite la pancarte avec écrit dessus «arrêtons de ressasser le passé !» Wach ? Y aurait-il un passé «premier collège» qu'il est permis de ressasser à outrance, de ressortir à tout-va, de célébrer en ribambelle d'excuses et de repentances officielles, et puis, l'autre passé, celui du «second collège», celui de nos morts qu'il nous serait interdit de revendiquer, de dire, d'exiger que des paroles de pardon soient prononcées à leur mémoire ? C'est quoi ce b... ? Enfumer des Algériennes, des Algériens et leurs bêtes dans les mêmes grottes, c'est peut-être plus doux et moins terrible qu'un four ? Existerait-il un apartheid des martyrs ? Ceux des camps d'extermination nazis bénéficiant pour l'éternité des génuflexions de la planète entière, la France comprise, et ceux de l'Algérie qu'il faudrait taire, cacher, ensevelir encore plus et ne surtout pas agiter sous le nez des vendeurs de contrats qui se bousculent ces derniers mois au Palais d'El Mouradia ? Barakat ! Ça suffit ! Je veux bien tourner la page, mais de la même manière que vous la tournez avec toutes les communautés mondiales agressées, spoliées, torturées et assassinées. Mes martyrs kif-kif avec leurs martyrs. Ni plus ni moins. Grande nation que vous êtes, la France, terre des droits de l'homme, il devrait pourtant vous être tout à fait facile et naturel de demander pardon pour le Vel'd'Hiv'... comme pour les grottes de la Dahra. Ensuite, et seulement ensuite, j'arrêterai de ressasser. Mais je n'arrêterai pas pour autant de fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

